



Munich Personal RePEc Archive

Microfinance and Vulnerability Risk Management by Rural Households in Senegal

BIAYE, Abdoulaye and SECK, Massamba Souleymane

Ministère de l'Economie Solidaire et de la Microfinance/Sénégal,
Ecole Doctorale Développement Durable et Société (ED2DS) de
l'Université de THIES/Sénégal

February 2019

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/91974/>

MPRA Paper No. 91974, posted 05 Feb 2019 06:35 UTC

La microfinance et la gestion des risques de vulnérabilité par les ménages ruraux au Sénégal

Abdoulaye BIAYE

Fonction : Economiste, Spécialiste en Chaînes de Valeur dans le Programme de Développement de la Microfinance Islamique au Sénégal (PROMISE).

Institution rattachée : Ministère de l'Economie Solidaire et de la Microfinance/Sénégal.

Email : biayeabdoulaye@gmail.com ou abdoulaye.biaye@univ-thies.sn

Massamba Souleymane SECK

Fonction : Doctorant en Sciences Economiques et Sociales

Institution rattachée : Ecole Doctorale Développement Durable et Société (ED2DS) de l'Université de THIES/Sénégal.

Email : masseseck798@yahoo.fr ou massambas.seck@univ-thies.sn

Janvier 2019

Résumé :

Le développement de la microfinance a permis à des millions d'acteurs à faible revenu à travers le monde, qui n'avaient pas accès aux systèmes de financement classique, d'accéder au financement de leurs activités de production et/ou de consommation. Au Sénégal, les activités des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), ont connu une croissance dynamique depuis près de trois décennies (Drs-Sfd, 2018). Ainsi, la nouvelle approche prônée par le secteur de la microfinance, a permis une diversification de l'offre (Labie, 2009) et une plus grande ouverture au monde rural, mais surtout un accroissement de la portée globale du secteur financier, qui se situe aux environs de 20,6%, dont 12,1% porté par le sous-secteur de la microfinance (ANSD, 2016)¹, portée essentiellement par les SFD. Le développement des services financiers au niveau des zones rurales devrait se traduire par une meilleure prise en compte des besoins des acteurs, en particulier les ménages, qui peinent souvent à accéder à des services financiers de qualité, répondant à leurs besoins, en termes de spécificités et de montants adéquats et à temps opportun. Ces derniers sont souvent confrontés à des risques covariants, qui les rendent vulnérables aux chocs endogènes et exogènes, dont la gestion nécessite, souvent, l'utilisation des outils appropriés. Ainsi, ce papier a pour objet d'analyser, de façon approfondie, comment les ménages ruraux utilisent les services offerts par les SFD afin de faire face aux risques de vulnérabilité auxquels ils sont confrontés. La notion de

¹ Rapport Inclusion Financière au Sénégal, Octobre 2016- ANSD/Banque Mondiale

vulnérabilité renvoie à la capacité ou l'incapacité des acteurs à pouvoir prévenir les chocs, les gérer et pouvoir s'en sortir en cas de survenance de ceux-ci.

Mots clés: SFD, Vulnérabilité, Monde rural

Classification JEL : E49, O17, O53

Abstract: *The development of microfinance has enabled millions of low-income actors around the world, who did not have access to conventional financing systems, to access financing for their production and / or consumption activities. In Senegal, the activities of Decentralized Financial Systems (DFS) have been growing dynamically for almost three decades (Drs-Sfd, 2018). Thus, the new approach advocated by the microfinance sector has led to a diversification of supply (Labie, 2009) and greater openness to the rural world, but above all to an increase in the overall scope of the financial sector, which is around 20.6%, of which 12.1% is carried by the microfinance sub-sector (ANSD, 2016), driven mainly by the SFDs. The development of financial services in rural areas should result in a better consideration of the needs of actors, particularly households, who often struggle to access quality financial services, meeting their needs, in terms of specificities. And adequate and timely amounts. The latter are often confronted with covariant risks, which make them vulnerable to endogenous and exogenous shocks, the management of which often requires the use of appropriate tools. Thus, this paper aims to analyze, in a detailed way, how rural households use the services offered by the DFS in order to face the risks of vulnerability that they face. The notion of vulnerability refers to the capacity or the incapacity of the actors to be able to prevent shocks, to manage them and to be able to get out of them in case of occurrence of these.*

Key-words: SFD, Vulnerability, Rural World

JEL Classification: E49, O17, O53

1. Introduction :

Le développement de la microfinance a permis à des millions d'acteurs à travers le monde, qui n'avaient pas accès aux systèmes de financement classique, d'accéder au financement de leurs activités de production et/ou de consommation. Au Sénégal, les activités des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), viennent en complément du système bancaire classique et des institutions spécialisées ainsi que du secteur informel dans le financement.

Au Sénégal, la nouvelle approche, prônée par le secteur de la microfinance, a permis une diversification de l'offre, mais surtout un accroissement de la portée globale du secteur financier, qui se situe aux environs de 20,6%, et les SFD capitalisent à eux seuls plus de 12,1% de ce pourcentage (ANSD, 2016).

Depuis quelques années, les nouvelles orientations déclinées dans la Lettre de Politique Sectorielle de microfinance, combinées avec les efforts des différents acteurs, ont permis de toucher davantage les zones et les populations non ou peu couvertes par le secteur financier. Il faut signaler que les populations rurales constituent les principaux bénéficiaires des actions menées dans le cadre de l'inclusion financière.

Le développement des services financiers au niveau des zones rurales devrait se faire parallèlement à un meilleur accompagnement des acteurs ruraux et en particulier des agriculteurs, qui peinent souvent à accéder à des services financiers de qualité, répondant à leurs besoins, en termes de spécificités et de montants adéquats et à temps opportun.

Les ménages ruraux, en particulier les agriculteurs, sont souvent confrontés à des risques covariants, qui les rendent vulnérables aux chocs endogènes et exogènes. La gestion de ces risques nécessite, souvent, l'utilisation des outils appropriés. C'est dans ce cadre que nous avons décidé de mener ce travail, qui consiste à analyser, de façon approfondie, comment les ménages ruraux utilisent les services offerts par les SFD afin de faire face, de façon permanente, aux risques de vulnérabilité auxquels ils sont confrontés.

La vulnérabilité est une notion dynamique qui prend en compte les stratégies d'adaptation et de changements socio-économiques du bien-être des populations et est mieux définie relativement à un certain repère de mal-être, dont *la vulnérabilité à la pauvreté monétaire, la vulnérabilité à la pauvreté des conditions de vie et la vulnérabilité à la pauvreté de potentialité ou de capacités.*

Dans notre démarche d'investigation, l'échelle microéconomique a été privilégiée et le ménage a été retenu comme unité d'analyse, puisque les unités économiques représentent le

prolongement de leurs promoteurs. La méthode de recueil des données primaires est celle des enquêtes, combinant les données quantitatives et qualitatives.

Globalement, il ressort des résultats, un faible degré d'utilisation des services financiers par les ménages, lié essentiellement aux lenteurs dans le traitement des dossiers de crédit, la mauvaise qualité du service, les conditions du crédit non appropriées aux besoins des clients, etc.

En outre les tests empiriques, menés dans la zone des Niayes, relèvent une différence d'indicateurs en faveur du groupe bénéficiaire du crédit, par rapport au groupe non bénéficiaire. De manière générale, l'effet des services offerts par les SFD sur les capacités des ménages à améliorer sensiblement le niveau de leurs revenus monétaires semble faible dans le cadre d'une offre limitée uniquement aux seuls services financiers. Cependant, la combinaison avec les services non financiers semble mieux contribuer à l'accroissement des revenus monétaires des ménages, comme l'indiquent les résultats trouvés dans l'évaluation des actions menées par l'ONG INTERVIDA (année d'intervention de l'ONG) dans la banlieue de Dakar et à Joal Fadiouth.

D'après les résultats, près de la moitié des ménages enquêtés affichent une perception assez positive des services offerts par les SFD. Les résultats empiriques indiquent un effet positif sur les capacités des ménages à gérer les risques liés aux conditions de vie, prouvant ainsi qu'une bonne partie du crédit est souvent allouée aux besoins sociaux, même si l'objet déclaré est souvent l'investissement dans des activités productives. L'offre de services des SFD semble avoir un effet moyen sur l'amélioration des conditions de vie des populations, mesurées à travers les dépenses de consommation et d'éducation. Les résultats des tests empiriques, menés dans la zone des Niayes, indiquent un effet relativement moyen du financement sur le niveau des dépenses de consommation et d'éducation.

Les données empiriques semblent indiquer un effet moyen sur le niveau de la production et des rendements agricoles des ménages ruraux. Il ressort aussi d'énormes contraintes telles que les retards dans la mise en place du crédit, l'inadéquation de l'offre par rapport aux besoins, etc. Au regard des résultats et eu égard aux contraintes soulignées, nous pouvons conclure à un très faible effet du niveau des services financiers sur le niveau de la production et celui des rendements agricoles. Ainsi, les services offerts par les SFD semblent afficher un faible effet sur l'aptitude des ménages à pouvoir procéder aux ajustements nécessaires, surtout en ce qui concerne l'accès aux intrants agricoles dans la zone des Niayes.

Cet article est structuré autour de quatre sections. Nous présentons d'abord le concept de la vulnérabilité. Nous exposons ensuite l'approche méthodologique. Enfin, la dernière section se consacre à la conclusion.

2. Concept de Vulnérabilité

La vulnérabilité est de plus en plus utilisée dans les sciences sociales, pour analyser les conditions socioéconomiques des populations, en particulier des populations à très faibles revenus et/ou vivant dans des conditions sociopolitiques assez risquées.

La notion de vulnérabilité renvoie à la capacité ou l'incapacité des acteurs à pouvoir prévenir les chocs, les gérer et pouvoir s'en sortir en cas de survenance de ceux-ci (Alwang et al, 2001). La définition du concept de « vulnérabilité » est cependant sujette à plusieurs compréhensions. Le concept de vulnérabilité est très lié à celui de la pauvreté, mais en est assez différent dans sa manifestation.

L'analyse de la pauvreté aborde plus spécifiquement le caractère multidimensionnel et surtout statique de celle-ci. Par contre, le thème de la vulnérabilité permet d'approcher la question de la pauvreté sous un angle dynamique et de répondre à certaines questions telles que :

- La pauvreté est-elle chronique du fait qu'une plus grande partie de la population la vit pratiquement et la transmet à leur descendance ou bien,
- Est-elle passagère parce que beaucoup d'individus tombent dans la pauvreté et en sortent.

En fait les conditions de vie des ménages ne sont pas statiques, elles fluctuent beaucoup d'une saison à l'autre, d'un environnement à l'autre, etc. La vulnérabilité est une notion dynamique qui prend en compte les stratégies d'adaptation et de changements socio-économiques du bien être des populations.

Par conséquent, il n'est pas aisé de la définir rigoureusement dans un environnement socio-économique en perpétuelle mutation (transformations écologique, économique, politique et sociale). La vulnérabilité telle que précisée ci-après est une mesure future (prévisionnelle) du bien-être d'un ménage².

Les différentes idées au sujet de la définition de la vulnérabilité trouvées dans les travaux théoriques de Alwang et al. (2001) fournissent un examen critique des concepts répandus dans les disciplines telles que les sciences économiques, l'anthropologie, la sociologie, la santé publique, etc. En général, il y a un certain consensus à affirmer que la vulnérabilité est mieux définie relativement à un certain repère de mal-être (Alwang et al, 2001). Ainsi, en tenant compte des différentes définitions de la pauvreté, il serait intéressant d'envisager l'analyse suivant les dimensions relatives à *la vulnérabilité à la pauvreté monétaire, la vulnérabilité à la pauvreté des conditions de vie et la vulnérabilité à la pauvreté de potentialité ou de capacités.*

² Bernadette BONGOUNGOU, Consultante, dans « Pauvreté et Vulnérabilité au Burkina Faso », juillet 2003

Nous centrerons notre analyse sur les trois dimensions ci-dessus afin de voir dans quelles mesures l'offre de services des SFD permet-elle aux ménages de gérer les risques de vulnérabilité auxquels ils sont confrontés au quotidien.

Pour Sen (1999), les « capacités³ » de l'individu se composent d'une part du **capital financier, du capital physique, du capital humain et du capital social**, et d'autre part, des **caractéristiques personnelles et des opportunités sociales**. Cette approche met l'accent sur la manière la plus efficace de réduire la pauvreté en améliorant les « capacités » des individus à long terme.

D'une manière générale elle traduit le fait que plus un individu s'expose à une multitude de risques, plus il est vulnérable ; et plus il a un niveau élevé de « capacités », moins il est vulnérable.

Dans la suite de cet article, nous n'insisterons pas davantage sur les notions de vulnérabilité et de risque, sur leur construction et les différentes appréhensions. Nous nous focaliserons sur les stratégies et moyens utilisés par les ménages ruraux de la zone d'étude, à travers l'offre de services des SFD, afin de faire face aux différents risques auxquels ils sont exposés.

2.1. Cadre d'étude

Cette étude est une synthèse des travaux antérieurs menés, au Sénégal oriental (régions de Tambacounda et Kédougou), dans la zone des Niayes, la banlieue de Dakar et à Joal-Fadhiouth et au centre du pays (Birkelane et Sokone).

Le premier travail a été mené dans les régions de Tambacounda et de Kédougou en 2012 et porte sur les ménages ruraux intervenant prioritairement dans le secteur de l'artisanat. Cette étude a été commanditée par UMECAS (Union des Mutuelles d'Épargne et de Crédit des Artisans du Sénégal) avec le soutien financier du PALPS (Programme d'Appui à la Lettre de Politique Sectorielle de microfinance).

Le second travail a été mené en fin 2012 dans la zone des Niayes, et a porté sur les leçons tirées par le secteur de la microfinance dans le financement des petits producteurs de la zone.

Le troisième a été mené en fin 2013, dans la banlieue de Dakar (Communes de Pikine, Guédiawaye et HLM-Fass) et dans la commune de Joal Fadhiouth. Il porte sur l'évaluation des actions menées par l'ONG INTERVIDA en faveur des entrepreneurs ruraux.

³ Traduction littérale du mot anglais « capabilities » qui désigne l'ensemble des capacités d'un individu, de ses caractéristiques personnelles et des opportunités sociales dont il peut jouir.

Le quatrième est mené en fin 2014, dans les régions de Kaffrine et de Fatick, plus précisément dans les zones de Birkelane et de Sokone, et porte sur plusieurs secteurs d'activités, avec une forte proportion du secteur agricole. Il porte sur une étude de marché commanditée par U-IMCEC, avec le soutien financier de REGMIFA, dans sa stratégie d'extension.

2.2. Les limites de l'étude

Il faut, cependant, souligner le fait que les résultats des travaux référencés ici, pourraient souffrir des faiblesses dues à la qualité des données quantitatives recueillies sur le terrain. La plupart des ménages et unités de production couverts par les enquêtes ne tiennent pas une comptabilité et les données empiriques, à partir desquelles nous avons travaillé, pourraient contenir des biais.

3. Démarche méthodologique

Dans le cadre des travaux de base, l'échelle microéconomique a été privilégiée et le ménage a été retenu comme unité d'analyse, puisque les unités économiques représentent le prolongement de leurs promoteurs.

La méthode de recueil des données primaires a reposé sur des enquêtes, combinant les données quantitatives et qualitatives, nous permettant d'analyser les stratégies et les choix opérationnels des ménages afin de faire face aux différents risques auxquels ils sont quotidiennement confrontés.

- Dans les régions de Tambacounda et de Kédougou, l'étude a porté sur 400 ménages, avec un focus sur l'artisanat rural.
- Dans la zone des Niayes, l'étude a porté sur le secteur horticole et l'échantillon d'étude est constitué de soixante quinze (75) producteurs, scindé en deux sous-groupes, le groupe témoin représente 60% de l'effectif global, soit 45 individus (les ménages ayant accès aux services offerts) et un second groupe de 30 ménages, soit 40% de l'échantillon n'ayant pas accès aux services offerts par les SFD.
- Les travaux portant sur l'évaluation d'impact des actions menées par l'ONG INTERVIDA ont concerné les zones de Pikine, Guédiawaye, HLM-Fass et Joal-Fadhiouth et l'échantillon d'étude est constitué de 60 ménages, tirés au hasard d'un groupe de 200 bénéficiaires des actions de l'ONG, dominé essentiellement par les

femmes (90%). Les actions menées par l'ONG INTERVIDA s'inscrivent dans une démarche inclusive, alliant l'offre de services financiers, à travers l'organisation des acteurs autour des Caisses d'Autofinancement (CAFs), et l'offre de services non financiers, à travers les formations en gestion d'entreprise et le suivi post-formation, ainsi que la formation en éducation financière.

- Dans la zone centre, l'étude a été menée dans les zones de Birkelane et de Sokone et l'échantillon d'étude est de 450 ménages, répartis entre plusieurs secteurs d'activités, avec une forte proportion du secteur agricole et rural (65%).

Dans chaque zone, un questionnaire a été conçu de façon à faire ressortir les informations utiles pour la conduite de l'étude et le traitement des données a été fait à partir du logiciel Sphynx², qui permet, en même temps, de traiter les données qualitatives et quantitatives.

3.1. Objectifs de la recherche

La principale préoccupation de la présente recherche est de voir comment les services offerts par le secteur financier, en particulier celui de la microfinance, permettent aux ménages ruraux de gérer les différents risques auxquels ils font face.

Notre principale préoccupation est : « *Face aux risques, comment les ménages ruraux utilisent-ils les services offerts par les systèmes financiers décentralisés, afin de lisser leur niveau de revenus monétaires, leurs capacités productives et améliorer leur bien-être social ?* »

3.2. Questions de recherche

Ainsi, nous nous posons la question de savoir : est-ce que les services offerts par les SFD améliorent les capacités des ménages et leur permettent :

- un meilleur lissage du niveau de leurs revenus monétaires ?
- une amélioration de leurs conditions de vie et du bien-être social ?
- une amélioration de leurs capacités productives ?

Ainsi, la mise en œuvre de la démarche ci-dessus nous a permis d'aboutir aux résultats ci-dessous.

4. Analyse des principaux résultats

Nous procéderons à l'analyse des résultats suivant les trois axes définis dans notre objectif de recherche, nous permettant de répondre à nos questions de recherche. Mais auparavant, nous

analyserons d'abord le degré d'utilisation des services financiers par les ménages dans le financement de leurs activités.

4.1. Degré d'utilisation des services financiers par les ménages

Le recours aux différentes sources de financement par les ménages varie d'une zone à une autre, aussi bien au démarrage que dans la consolidation de leurs activités. Le recours au financement formel reste cependant assez faible dans les différentes zones d'étude.

Dans la zone centre (Birkelane et Sokone), au démarrage de leurs activités, la majorité des répondants (56,4%) ont fait recours en premier lieu, à leur épargne personnelle et 27,7% ont bénéficié d'une aide familiale. Parallèlement, 2,8% ont eu recours aux tontines et 1,4% ont bénéficié du concours d'ONG pour le démarrage de leurs activités.

Le recours à une source de financement formel pour le démarrage de leurs activités se situe à 10,2%, dont 9,1% auprès des SFD et 1,1% auprès des banques. Il faut cependant souligner que 15,5% des ménages enquêtés affirment n'avoir pas besoin de services offerts par les institutions financières pour diverses raisons.

La répartition des sources de financement a subi une modification après le démarrage des activités des ménages. Le financement sur épargne propre reste soutenu et est passé de 56,4% à 59,2%, tandis que la contribution familiale a connu une baisse passant de 27,7% à 20%. Il en est de même de la part du financement bancaire qui est retombé à 0,8%. Cependant, la part des SFD a connu une hausse passant de 9,1% à 17,4%. Le financement par les tontines a disparu et il est apparu une nouvelle catégorie d'acteurs, le crédit fournisseurs qui se situe à 1,2%.

Au Sénégal oriental (Tambacounda et Kédougou), au démarrage de leurs activités principales, la majorité des ménages ont fait recours en premier lieu, à leur épargne personnelle (75,9%) et certains (18%) ont bénéficié de l'intervention de l'aide familiale. Le recours à une source de financement formel pour leurs premières installations se situe à 3,1% auprès des banques et 1,4% auprès des SFD. La tontine est à ce titre à égalité de contribution avec les SFD.

Après le démarrage des activités, la répartition des sources de financement a subi une modification, ainsi le financement sur fonds propres baisse de 75,9% à 21%, tandis que la contribution familiale reste très élevée et passe de 18% à 52,7%. Cependant, nous constatons que la part du financement bancaire passe de 3,1% à plus de 8% et celle des SFD de 1,4% à près de 9%. Les résultats indiquent aussi qu'une bonne partie des ménages de l'échantillon (12,3%) affirme n'avoir pas besoin de services offerts par les institutions financières.

Les résultats des travaux menés dans la banlieue de Dakar et à Joal-Fadhiouth indiquent qu'au démarrage de leurs activités, 50% des ménages ont eu recours à leurs fonds propres, 25%⁴ au financement des banques et/ou SFD. Les résultats montrent aussi que 5% ont démarré leurs activités grâce au concours des CAFs (Caisses Autofinancées) et 20% avec le soutien des amis.

L'accès au crédit a été largement amélioré avec la mise en place des CAFs. Ainsi, les résultats des focus-groupes font état d'un taux d'accès au crédit de 38,10% et de 59,38% avant la formation, respectivement pour le GERME Niveau 1 et le Germe classique. A la fin du programme, ces taux ont connu une nette progression et se situent respectivement à 100% et 97%, ce qui démontre la nouvelle dynamique enclenchée par les CAFs, en termes de facilitation de l'accès au crédit.

4.2. L'offre de services des SFD et la gestion des risques par les ménages

4.2.1. La gestion des risques liés à la pauvreté monétaire

La vulnérabilité à la pauvreté monétaire désigne le risque que le ménage tombe dans la pauvreté du fait d'un niveau de vie en dessous du seuil de pauvreté.

Les résultats empiriques des travaux effectués dans la zone des Niayes révèlent un faible effet du financement sur le niveau de la production et un effet presque nul sur le niveau des équipements des ménages ruraux. Cependant, les résultats empiriques indiquent des niveaux moyens des équipements et de la production des ménages ayant accès au crédit supérieurs à ceux des ménages n'ayant pas accès.

A titre illustratif, les résultats indiquent que les producteurs, de la zone de Niayes, ayant accès au crédit ont un niveau moyen de production annuelle supérieur à celui des non bénéficiaires de crédits (19,67 tonnes contre 14,40 tonnes).

Cette même tendance est observée en ce qui concerne le niveau du rendement moyen à l'hectare (6,67 tonnes contre 4,73 tonnes). Nous notons aussi une différence au niveau de la superficie moyenne mise en œuvre par les deux sous-groupes (2,64 ha contre 2,03 ha), ainsi que le niveau moyen de l'emploi en faveur du groupe bénéficiaire de crédits.

⁴ Ce taux est à mettre en relief avec le fait que la plupart des femmes regroupées dans les CAFs ont démarré leurs activités avec le concours financier de l'épargne rotative, constituée au sein des CAFs

Cependant, les contraintes soulevées par les ménages dans l'accès au crédit limitent les capacités offertes par les services des SFD aux ménages dans la gestion des risques. Le niveau des ressources des ménages étant relativement faible, les retards dans la mise en place du crédit, les montants et les périodicités de remboursement non appropriés ne militent pas à une bonne prise en charge, à temps, des préoccupations des ménages, entre autres, face à la gestion des risques de vulnérabilité.

La mise en œuvre du programme d'INTERVIDA, dans la banlieue de Dakar et à Joal Fadiouth, a permis l'amélioration du niveau des revenus et de la rentabilité financière des entrepreneurs bénéficiaires. Ainsi, le chiffre d'affaire mensuel moyen, de l'échantillon d'étude, est passé de 139 583,33 FCFA à 220 479,83 FCFA. Au même moment, le bénéfice brut moyen est passé de 61 591,67 FCFA à 109 126,08 FCFA, ce qui montre une nette amélioration dans les affaires des entrepreneurs.

Le niveau de création des emplois a faiblement augmenté. Suivant les résultats statistiques, la moyenne d'emplois est passée de 1,68 à 1,73 emplois par entreprise. Le taux d'entrepreneurs versant un salaire aux employés est passé de 23,3% à 30% après la formation. Ce faible niveau s'explique par la forte utilisation de la main-d'œuvre familiale, souvent non rémunérée.

Malgré les différences notoires relevées entre les indicateurs affichés par les deux sous-groupes au niveau de la zone des Niayes, qui trouvent, certes, leurs sources dans l'accès au crédit, il y a lieu de reconnaître que l'effet des services offerts par les SFD sur les capacités des ménages à améliorer sensiblement le niveau de leurs revenus monétaires reste faible dans le cadre d'une offre limitée uniquement aux seuls services financiers.

Cependant, la combinaison avec les services non financiers semble mieux contribuer à l'accroissement des revenus monétaires des ménages, comme l'indiquent les résultats issus de l'évaluation des actions menées par l'ONG INTERVIDA dans la banlieue de Dakar et à Joal Fadiouth.

4.2.2. La gestion des risques liés à la pauvreté des conditions de vie

La vulnérabilité à la pauvreté des conditions de vie se traduit par le risque d'être exclu d'un certain mode de vie matériel et culturel. On peut dans ce cadre considérer la vulnérabilité à la malnutrition, à l'analphabétisme, à la maladie, etc.

4.2.3. Offre de service et l'amélioration des conditions de vie des ménages

Nous analyserons cet axe suivant deux aspects (dépenses de consommation et d'éducation) afin de pouvoir dégager une conclusion quant à l'apport des SFD dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des services offerts par la microfinance. Il faut souligner que nous n'avons pas de données sur les dépenses de santé, ce qui nous a poussés à occulter cet aspect.

L'étude menée dans la zone des Niayes révèle l'existence d'une faible corrélation (coefficient de corrélation : 0,16) entre le montant du financement et le niveau des dépenses d'éducation. Le montant du financement n'explique que 2% de la variance de celui des dépenses d'éducation.

Le niveau des dépenses de consommation est aussi faiblement affecté par le montant du financement. Les résultats issus du traitement des données statistiques montrent une faible corrélation entre ces deux variables (coefficient de corrélation : 0,14) et indiquent que le montant du financement n'explique que 2% de la variance des dépenses de consommation.

Cependant, les résultats de l'analyse comparative indiquent une différence au niveau des moyennes affichées par les deux sous-groupes. Nous notons ainsi une différence, en faveur du groupe bénéficiaire de crédit, en ce qui concerne la moyenne des dépenses mensuelles d'éducation (80 057,78 FCFA contre 55 483,33 FCFA) et de consommation (220 377,78 FCFA contre 160 833,33 FCFA).

Globalement, suivant les résultats ci-dessus, nous relevons une différence significative entre les deux sous-groupes de l'échantillon, qui serait imputable à l'accès aux services offerts par les SFD, en particulier le crédit.

L'accès au crédit constitue la seule différence entre les deux sous-groupes, ainsi, les différences notées au niveau des indicateurs nous permettent d'isoler les effets dus à l'accès au financement, qui semblent être significatifs, sur l'amélioration du niveau des conditions de vie des ménages bénéficiaires, mesurées ici à travers les dépenses de consommation et d'éducation.

Ces résultats semblent corroborer le fait qu'une partie du crédit est souvent utilisée par les ménages pour régler leurs besoins sociaux.

4.2.4. Perception des services offerts par les SFD

L'analyse de la perception que se font des ménages de la qualité des services offerts par les SFD donne un tableau assez mitigé, quant à leur apport dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'étude menée dans la *zone des Niayes* nous a permis de relever que sur les 45 ménages de l'échantillon, ayant accès aux services offerts par les SFD, 11,11% d'entre eux trouvent que les services offerts par les SFD ont un effet négatif sur leurs activités, tandis que 2,22% estiment que ces services n'ont aucun effet sur leurs activités. Il ressort aussi de ces résultats que 28,89% des enquêtés estiment que l'effet des services offerts par les SFD sur leurs activités est moyen. Cependant, 13,33% des ménages pensent que l'effet des services offerts est assez élevé et 37,78% pensent qu'il est élevé.

Suivant l'étude menée dans la *banlieue de Dakar et à Joal-Fadiouth*, la perception des ménages par rapport à la qualité des services offerts par les SFD sur l'amélioration de leurs conditions de vie semble partagée. Près de la moitié des enquêtés, 48,89%, ont une perception peu optimiste contre 51,11% qui ont une perception positive des services offerts par les SFD, quant à l'amélioration de leur situation.

Dans les *zones de Birkelane et de Sokone*, 60,8% des répondants, ayant accès aux services offerts par les SFD, estiment que leur niveau de satisfaction est moyen, tandis que 28,8% trouvent que leur niveau de satisfaction se situe à mauvais et 2,3% à très mauvais, sur l'échelle d'appréciation. Seulement 8,5% d'entre eux estiment avoir un excellent niveau de satisfaction par rapport à l'offre de services des SFD présents dans leurs zones.

Parmi les principales raisons évoquées, le taux d'intérêt et les conditions difficiles du crédit viennent en premières positions avec respectivement 29,3% et 25,9% de ceux-ci, suivent ensuite les lenteurs dans le processus d'octroi du crédit avec un pourcentage de 15,5%.

Dans les régions de *Tambacounda et de Kédougou*, 1,5% des ménages enquêtés estiment que la qualité des services offerts par les SFD est mauvaise, 93,9% la trouvent moyenne et 4,5% et la jugent excellente.

4.2.5. La gestion des risques liés à la pauvreté de potentialité ou de capacités

La vulnérabilité à la pauvreté de potentialité ou de capacités est liée à l'incapacité du ménage à réaliser les ajustements nécessaires pour protéger son bien-être lorsqu'il est exposé à des chocs ou des événements externes défavorables.

Dans la zone des Niayes, les résultats révèlent que les producteurs éprouvent toujours des difficultés à programmer leurs achats d'intrants de façon régulière et à temps. Les intrants utilisés par les producteurs sont caractérisés par leurs coûts élevés et surtout par une incertitude quant à leur disponibilité à temps sur le marché.

Suivant les résultats issus du traitement des données d'enquêtes, les principales contraintes soulignées par les producteurs, dans l'accès au crédit, sont constituées par les lenteurs dans le traitement des dossiers (55,56%), la constitution des garanties exigées (36,11%), la faiblesse des montants octroyés (33,33%), la mobilisation de l'apport personnel (25%), les modalités de remboursement et la période de mise en place du crédit (13,89%), jugés inopportuns par les producteurs.

En mettant en relief la faiblesse des moyens financiers des producteurs et les principales contraintes soulignées ci-dessous, nous pouvons conclure à un très faible effet des services offerts par les SFD sur l'aptitude des ménages à pouvoir procéder aux ajustements nécessaires, surtout en ce qui concerne l'accès aux intrants agricoles dans la zone des Niayes.

L'analyse des statistiques fait ressortir un faible effet, voir nul, du montant du financement sur l'évolution du rendement des unités agricoles. Les variables « montant du financement » et le « rendement à l'hectare » sont faiblement corrélés (Coefficient de corrélation égale à 0,05). Ainsi, le niveau du financement n'aurait aucun effet sur le niveau du rendement.

Les résultats issus du traitement des données d'enquêtes révèlent que le volume du financement et celui de la production sont aussi faiblement corrélés (corrélation de corrélation: 0,29). Suivant les résultats, le montant du financement n'explique que 8% de la variance de la production annuelle (avec un écart-type de 0,000 peu influent). Au même moment, nous notons une bonne corrélation entre le niveau des équipements et le rendement à l'hectare (coefficient de corrélation : 0,45) et la valeur des équipements explique 19% de la variance du rendement à l'hectare.

Cependant, l'analyse comparative des résultats révèle une différence des performances des deux sous-groupes de l'échantillon. Les ménages ayant un accès au financement ont un rendement moyen à l'hectare (6,67 tonnes) supérieur à celui de ceux n'ayant pas accès (4,73 tonnes). Cette différence se retrouve aussi au niveau de la production annuelle, qui est respectivement de 19,67 tonnes et 14,40 tonnes pour les deux sous-groupes. Cette différence

au niveau des résultats comparatifs semblent indiquer un effet positif des effets des services financiers sur les capacités des producteurs.

Cependant, suivant les résultats, l'accès aux différents facteurs de production reste contraint, principalement, par les coûts élevés (100% de l'échantillon), la disponibilité à temps des intrants (100%) et les moyens de transport (70%).

Les données empiriques semblent indiquer un effet moyen sur le niveau de la production et des rendements agricoles des ménages ruraux. Au regard des résultats ci-dessus, et eu égard aux contraintes soulignées, nous pouvons conclure à un très faible effet du niveau des services financiers sur le niveau de la production et celui des rendements agricoles.

Les travaux menés dans les régions de Tambacounda et de Kédougou révèlent que les ménages y rencontrent aussi beaucoup de difficultés à accéder au crédit et à temps.

Les principales contraintes soulevées sont le manque d'information sur les SFD (47,9%), les conditions difficiles du crédit (29,5%), le coût élevé du crédit (7,8%).

Les travaux menés dans la banlieue de Dakar et à Joal-Fadiouth, portant sur l'évaluation d'impact des actions menées par INTERVIDA, indiquent que les aptitudes managériales des ménages bénéficiaires se sont nettement améliorées. Ainsi, avant la formation de base et les actions de suivi post-formation, 90% d'entre eux estiment n'avoir aucune compétence en gestion et six mois après la formation, leurs compétences ont été améliorées dans plusieurs domaines tels que la gestion des stocks (86,7%), la gestion des comptes clients (96,7%), la tenue d'un journal de caisse (95%), la négociation avec les banques et SFD (10%), etc.

Les ménages bénéficiaires ont su diversifier leur offre de produits et services, ainsi, les résultats des focus groupes relèvent que 92,86%, en moyenne, ont au moins diversifié leurs produits et services après la formation, contre 21,21% avant la formation.

Les entrepreneurs ont amélioré aussi leurs capacités de réaction face à la concurrence, en intégrant de nouvelles stratégies telles que la diversification des produits, les enquêtes de satisfaction, etc. Avant la formation, ils se contentaient essentiellement du prix et de la qualité du produit, pour faire face à la concurrence.

Suivant les résultats issus des focus-groupes, toutes les entreprises bénéficiaires espèrent pouvoir garder la stabilité des emplois dans les six prochains mois, malgré les difficultés rencontrées par certaines parmi elles. Ainsi, par rapport à leurs capacités à respecter leurs engagements, 61,9% des entrepreneurs ayant suivi le GERME Niveau1 et 75% de ceux ayant suivi le Germe classique estiment être en mesure de rembourser leurs crédits à temps.

Quant à leurs capacités à satisfaire la clientèle, les résultats indiquent que le taux d'adaptabilité des produits aux besoins de la clientèle est passé de 65%, avant la formation, à

100% après la formation. Ce qui démontre un changement réel dans le comportement des entrepreneurs, qui mettent en avant le souci de satisfaction des besoins des clients.

5. Conclusion

Le premier renseignement marquant de ce travail est le faible degré d'utilisation des services financiers par les ménages. Ce faible niveau est à mettre en relief avec le taux de pénétration au niveau de la population active, qui est de l'ordre de 20%, au niveau national.

A cela, il faut ajouter la qualité des services offerts par les institutions financières, en particulier les SFD, qui n'est pas des meilleures, comme l'attestent les résultats de la perception de la qualité des services financiers, mais aussi le taux assez élevé de la proportion de la population active, au minimum 12%, estimant n'avoir pas besoin des services offerts par ces institutions.

Ce désintérêt, pour les services offerts les institutions financières, est souvent motivé par plusieurs contraintes, dont les lenteurs dans le traitement des dossiers de crédit, la mauvaise qualité du service, les conditions du crédit non appropriées aux besoins des clients, etc.

Globalement, les résultats semblent indiquer un effet limité des services offerts les SFD sur les capacités des ménages à gérer les risques liés à la perte des revenus monétaires. Les travaux d'analyse comparative des acteurs concluent cependant à une amélioration sensible du niveau des revenus monétaires des ménages ayant accès au crédit.

Parallèlement, il ressort de ces travaux que les ménages affichent un faible niveau de leurs revenus et rencontrent beaucoup de contraintes dans l'accès au crédit, en particulier les retards considérables dans la mise en place des crédits, surtout en début de campagne.

Cependant, la combinaison avec une offre de services non financiers semble avoir un impact plus soutenu sur les aptitudes des ménages à améliorer leur niveau de revenus et à l'accroissement de ceux-ci. L'offre de services financiers semble avoir un effet moyen, suivant les résultats des travaux, sur les aptitudes des ménages à gérer les risques liés à la pauvreté des conditions de vie. Les résultats d'analyse comparative semblent donner un effet positif du crédit dans l'amélioration des dépenses d'éducation et de consommation des ménages, contribuant ainsi à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Cependant, la qualité des services offerts par les SFD est diversement appréciée suivant les zones d'étude. Globalement, plus de la moitié des ménages enquêtés ont un niveau de satisfaction supérieur à la moyenne, ce qui augure d'une perception assez positive de la qualité des services offerts, même s'il y a lieu de reconnaître qu'il reste encore beaucoup d'efforts à mener dans ce sens.

Les résultats des études laissent entrevoir un effet très limité des services financiers sur les capacités des ménages à gérer les risques liés à la pauvreté de potentialité ou de capacités.

En effet, la faiblesse des moyens financiers des ménages, combinée aux contraintes rencontrées par les acteurs ne militent pas en leur faveur en matière d'anticipation et de prise en compte des opportunités et/ou des menaces potentielles.

La qualité du service et les conditionnalités posées par les institutions financières ne permettent, souvent, pas aux ménages de disposer à temps opportun des services nécessaires, correspondant à leurs besoins réels.

6. Références Bibliographiques :

Abdoulaye BIAYE : « Etude de marché dans les zones de Birkelane et de Sokone », Novembre 2014. Mission commanditée par U-IMCEC avec le soutien financier de REGMIFA/TA Facility.

Abdoulaye BIAYE : « Le financement des chaînes de valeur agricoles : leçons tirées par le secteur de la microfinance dans la zone des Niayes, Sénégal » Mars 2013.

Alwang, J. P.B. Siegel, and S.L. Jorgensen (2000). "Vulnerability." Spectrum. Publication of the Social Protection Unit. The World Bank: Washington, D.C. see www.worldbank.org/sp.

Alwang, J. P.B. Siegel, and S.L. Jorgensen (2001). "Vulnerability: A View from Different Disciplines." Social Protection Discussion Paper No. 0015. The World Bank: Washington, D.C. see www.worldbank.org/sp.

Bernadette BONGOUNGOU, Consultante : « Pauvreté et Vulnérabilité au Burkina Faso » ; juillet 2003.

Horizon du Troisième Millénaire (H3M): « Etude de marché dans les régions de Tambacounda et de Kédougou », 2012. Mission commanditée par UMECAS avec le soutien financier du PALPS.

Labie M. (2009), « Microfinance : évolution du secteur, diversification de produits et gouvernance », Reflets et Perspectives, Vol. 48, No. 3, p. 5-6, Août.

Performance Afrique : « Evaluation de l'impact du programme de formation de l'ONG INTERVIDA dans les zones périphériques de Dakar et Joal Fadhiouth », Janvier 2014.